

Colloque international, Rouen, 7-8 novembre 2017

Organisé par le laboratoire GRHis (Université de Rouen Normandie), avec le soutien de l'IRIHS (Normandie Université, UniRouen), de l'Université d'Orel (Russie), de la Fondation Gabriel Péri et de la Société des études robespierristes

Notices bio-bibliographiques et résumés des communications



Michel Biard

Professeur d'Histoire du monde moderne et de la Révolution française à l'Université de Rouen Normandie, **Michel Biard** a été directeur du laboratoire GRHis de 2012 à 2017, rédacteur en chef puis directeur des *Annales historiques de la Révolution française* de 1999 à 2011 et président de la Société des études robespierristes de 2011 à 2017.

Il a publié neuf ouvrages personnels, sept en collaboration, et en a dirigé ou codirigé une vingtaine d'autres.

Parmi les ouvrages publiés au cours des trois dernières années :

La Révolution hantée. Enfers fantasmés et Révolution française, Paris, Vendémiaire, 2017.

Terreur et Révolution française, Toulouse, UPPR, 2017.

Collectionner la Révolution française (codir.), Paris, SER, 2016.

Danton, le mythe et l'Histoire (codir.), Paris, A. Colin, 2016.

L'écriture d'une expérience. Histoire et Mémoires des Conventionnels (codir.), Paris, SER, 2016.

Vertu et politique. Les pratiques des législateurs, 1789-2014 (codir.), Rennes, PU de Rennes, 2015.

La Liberté ou la mort. Mourir en député (1792-1795), Paris, Tallandier, 2015.

Jean-Numa Ducange

Jean-Numa Ducange est maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Rouen Normandie (histoire politique et sociale des XIX^e et XX^e siècles en Europe). Il est directeur adjoint du laboratoire GRHis, co-directeur de la revue *Actuel Marx* (PUF) et secrétaire de rédaction de la revue *Austriaca*. Il est par ailleurs coordinateur du projet EUROSOC (European Socialism <https://eurosoc.hypotheses.org/>).

Il a notamment publié :

« Lénine », (co-coord.), *Actuel Marx*, n°62, septembre 2017.

Jules Guesde. L'anti-Jaurès ?, Paris, Armand Colin, Nouvelles biographies historiques, 2017.

« Les gauches autrichiennes, d'Otto Bauer à Bruno Kreisky », *Austriaca*, (coord.), n°80, juin 2016.

« La Révolution comme modèle et miroir (URSS, Chine, Japon) », *Annales historiques de la Révolution française* (co-coord.), 1-2017.

La Révolution française et l'histoire du monde. Deux siècles de débat historiques et politiques, Paris, Armand Colin, Collection U, 2014.

La Révolution française et la social-démocratie. Transmissions et usages politiques de l'histoire en Allemagne et Autriche (1889-1934), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012 (à paraître en anglais, Brill, 2018).

Marx, l'histoire, les révolutions, Paris, La ville brûle, 2010 (avec Mohamed Fayçal Touati).

Françoise Brunel et Jacques Guilhaumou

Pour une fin des analogies : « gouvernement révolutionnaire » et « état d'exception » dans la Révolution française, 1793-1795.

Françoise Brunel, maître de conférences honoraire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (IHRF), est spécialiste de l'histoire politique de la Révolution française, en particulier de la Convention nationale. Elle a publié livres et articles sur le groupe montagnard et le moment thermidorien et a assuré la responsabilité de la publication des tomes 92 à 102 des *Archives Parlementaires*.

Jacques Guilhaumou est Directeur de recherches émérite au CNRS en Sciences du Langage au sein de l'UMR « Triangle », ENS-LSH Lyon et chercheur associé au sein de l'UMR « Telemme » (MMSH-Aix-en-Provence). Historien du discours et des concepts, ses ouvrages publiés portent sur l'analyse du discours du côté de l'histoire, avec une attention toute particulière pour les langages de la Révolution française. Son dernier ouvrage publié concerne ses Mémoires d'étudiant en mai 1968 sous le titre *Cartographier la nostalgie. L'utopie concrète de mai 68*, avec des dessins de Thomas Sthelin, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2013.

En 1989, Tamara Kondratieva écrit : « la démarche comparatiste, bien que nécessaire à la compréhension du phénomène révolutionnaire, (...) se heurte aux limites inhérentes à tout raisonnement analogique » (*Bolchéviks et Jacobins*). Si, en effet, le mouvement révolutionnaire russe, des prémices décembristes à 1917, a pu se référer aux événements et institutions de la « Grande Révolution », en regard les historiens français contemporains ont, avec plus ou moins de bonheur, lu les événements russe au miroir de leur propre objet d'étude. Les historiens « progressistes » du premier XX^e siècle, Lefebvre ou Mathiez en particulier, pour nous cantonner à ceux qui ont directement pris parti dans les bouleversements géopolitiques européens, ont parfois, eux aussi, procédé à des analogies. Ainsi, écrit Albert Mathiez en 1920, « Jacobinisme et Bolchévisme sont au même titre deux dictatures, nées de la guerre civile et de la guerre étrangère, deux dictature de classe, opérant par les mêmes moyens, la terreur, la réquisition et les taxes et se proposant, en dernier ressort, un but semblable, la transformation de la société, et non seulement de la société russe ou de la société française, mais de la société universelle ». Il n'est pas anodin, non plus, de souligner que Georges Lefebvre forge, dans les années 1930 et à la suite du livre de Donald Greer, l'expression de « Grande Terreur » pour analyser le bref moment qui va de la loi de prairial à thermidor.

Le problème, nous semble-t-il, est que les historiens de la Révolution française, soumis à la création thermidorienne du « système de la terreur » ont largement recouvert un « moment », celui du gouvernement révolutionnaire, par un mot d'ordre dont ils ont fait une

« norme », la « Terreur ». Pour ne pas voir continuités et discontinuités à l'œuvre sous la Convention (1792-1795), ils ont transformé le caractère démocratiquement « dérangeant » d'un soi-disant « état d'exception » en « dictature de salut public », recouvrant de désignants forgés ultérieurement une autre réalité conceptuelle et institutionnelle.

Les débats actuels sur la gouvernementalité et l'analyse des « moments » permettent de repenser (réviser ?) cette approche banalisée. Qu'en est-il des mécanismes de pouvoir dans le contexte d'une « guerre civile permanente » (Michel Foucauld) et quel peut être l'équilibre entre la référence à une souveraineté populaire (que manifeste, à l'été 1793, le mot d'ordre de « terreur à l'ordre du jour ») et l'établissement d'un « bon gouvernement » (Pierre Rosanvallon) où le « parler-vrai de dirigeants vertueux assure la victoire de la révolution ? Il importe de réfléchir sur le statut de l'analogie à l'horizon de la Révolution française. Ainsi Gramsci, considérant qu'il convient de prendre en compte le rapport entre le langage et les métaphores, met l'accent sur le risque d'attribuer, par le jeu de la similitude dans l'analogie, au discours et aux pratiques des Jacobins une « langue fixe », un langage de terreur, sous la forme d' « un système d'abstractions formelles », qu'il qualifie de juridisme jacobin.

Hélène Parent

Imaginaires de la dictature romaine dans les discours des orateurs de la Révolution française : de la représentation mythifiée au projet politique (1792- 1794).

Titulaire d'un M2 « Littérature française, de la Renaissance aux Lumières » (master cohabilité ENS – Paris IV) et agrégée de lettres modernes (session 2011), Hélène Parent a obtenu en juin 2016, après cinq ans d'enseignement secondaire, un contrat doctoral à l'université Paris X. Elle prépare une thèse intitulée « La Rome antique chez les orateurs de la Révolution et de l'Empire : référence politique, fantôme culturel ou modèle rhétorique ? » sous la direction d'Alain Vaillant. Son travail se donne pour but d'interroger le lieu commun de l'« anticomanie » des acteurs de la Révolution et de l'Empire et d'analyser la manière dont l'Antiquité, et notamment Rome, s'inscrit dans un imaginaire collectif qui prédétermine la pensée et le langage politiques de cette époque, participant à la construction mentale d'une communauté nationale ainsi qu'à l'avènement de la modernité littéraire. Il s'agit donc d'une recherche interdisciplinaire, qui croise l'histoire des représentations, l'histoire littéraire, la rhétorique et la philosophie politique.

Elle est également co-auteur de deux traductions de Cicéron parues respectivement en 2013 (*Du destin*, éditions Payot et Rivages) et 2016 (*Sans la raison, nous ne sommes que folie. Les Paradoxes des Stoïciens*, éditions Allia).

Dans notre communication, nous envisageons de montrer comment les orateurs révolutionnaires, entre l'affaire La Fayette qui débute le 16 juin 1792 et la chute des Robespierriens le 27 juillet 1794, font usage de la notion antique de dictature, et comment ils adaptent cette notion au contexte politique dans lequel s'inscrivent leurs discours.

Nous nous focaliserons sur un corpus de discours prononcés durant cette période, car c'est à l'issue de l'affaire La Fayette en juin, puis de la prise des Tuileries en août 1792, que la question de la dictature devient récurrente dans les discours d'assemblée. La plupart du temps, le terme de « dictature » prend un sens péjoratif : c'est l'adversaire politique, de quelque bord qu'il soit, qu'on accuse d'être un « dictateur » à la tête d'une « faction ». Dans cette acception, le dictateur en puissance est associé à Sylla ou à César, des figures qui font office de repoussoirs, et dont la mention a pour fonction rhétorique de susciter, au sein de l'assemblée mais aussi dans la presse et dans les sections parisiennes, des représentations négatives. D'ailleurs, le terme de « dictature », dans cette acception, apparaît rarement seul, mais souvent au sein d'une énumération de termes renvoyant tous à un imaginaire romain, et employés comme synonymes : la « dictature », le « tribunat » et le « triumvirat ». Nous voudrions donc montrer comment l'imaginaire suscité par le recours à ces notions romaines disparates permet de tenir à une distance rassurante la question de la démocratie directe, y compris chez les orateurs qui se revendiquent comme les défenseurs du peuple. Dans tous les discours ou presque, on écarte la possibilité que le peuple se choisisse un chef, même en cas de situation politique extraordinaire. En effet, la question de la dictature, à l'époque de la Révolution française, rejoint celle de la royauté : quiconque aspire, ou semble aspirer, à un pouvoir personnel, est suspecté de vouloir devenir roi, ce qui est un crime de haute trahison dans les premiers temps de la république romaine, et ce que certains révolutionnaires

proposent également de punir de mort.

Face à l'omniprésence de cet imaginaire négatif, qui fait planer une perpétuelle menace sur les débats de l'assemblée, un seul contrepoint se fait entendre, dans les discours de Jean-Paul Marat. A travers la notion de dictature telle qu'elle est abordée par Marat, c'est un tout autre imaginaire, toujours romain mais cette fois-ci chargé de représentations positives, qui s'érige. Le parangon du dictateur, pour Marat, n'est pas Sylla ou César, mais le dictateur des premiers temps de la république romaine, ce héros prêt à se dévouer corps et âme au salut du peuple, cet homme providentiel sur qui repose pour un temps limité le destin d'une cité, enfin, ce martyr prêt à mourir pour sa patrie. En outre, la présence de la dictature chez Marat n'est pas seulement rhétorique : il est le seul à développer et à revendiquer une véritable pensée politique de la dictature. Dans ses écrits comme dans ses discours, Marat décrit précisément et à plusieurs reprises ce qu'il entend par le terme « dictateur ». Nous étudierons donc l'évolution de cette notion dans les discours de Marat, entre la fin de l'année 1792 et sa mort le 13 juillet 1793, et notamment le rapport que Marat établit entre la violence révolutionnaire et la dictature qui en devient peu à peu l'équivalent institutionnel. Enfin, nous souhaiterions montrer dans quelles mesures la définition positive de la dictature présente chez Marat marque une transition entre l'institution des Anciens et des définitions plus modernes, et dans quelles mesures la pensée de Marat a pu influencer des pensées et des pratiques politiques ultérieures. En effet, la notion de dictature croise déjà chez Marat la question sociale : le « peuple » est identifié aux « prolétaires », terme que Marat entend dans son acception romaine, c'est-à-dire les citoyens qui sont exclus de la vie politique parce qu'ils sont pauvres, et ce sont ces « classes inférieures », que Marat nomme tantôt « la plèbe » tantôt « le peuple », qui sont appelées à exercer cette dictature. Nous achèverons donc notre étude par quelques hypothèses sur la manière dont la pensée de Marat préfigure la « dictature du prolétariat » prônée par Marx et Engels.

Hervé Leuwers

Le gouvernement révolutionnaire est-il un despotisme ? Un débat politique à l'entrée de « la Terreur »

Hervé Leuwers est professeur d'histoire moderne à l'université Lille 3, membre de l'UMR IRHIS et ancien directeur des *Annales historiques de la Révolution française*. Il travaille principalement sur les liens entre justice et Révolution française. Il a récemment publié *La Révolution française et l'Empire* (PUF, 2011) et *Robespierre* (Fayard, 2014 ; Pluriel, 2016). Il a notamment dirigé, avec Michel Biard : *Visages de la Terreur* (Armand Colin, 2014) et *Danton, le mythe et l'Histoire* (Armand Colin, 2016).

Pourquoi les conventionnels ont-ils ressenti la nécessité de fonder un « gouvernement révolutionnaire », de créer une nouvelle forme d'organisation politique, jamais expérimentée avant ? La question rejoint divers débats politiques majeurs, sur une possible « dictature », ou sur le risque d'un « despotisme ». Ce dernier débat est plus large qu'on ne l'imagine...

Avant de trouver une solution dans le discours de Robespierre du 5 février 1794 (17 pluviôse an II), le débat a mobilisé nombre d'intervenants à la Convention, aux Jacobins et dans la presse. Il est ainsi possible d'établir les étapes et les enjeux de ce débat, qui prend un tour nouveau avec le n° 3 du *Vieux Cordelier*, dans lequel Desmoulins mobilise l'histoire des Césars pour montrer le risque de transformation de la république en tyrannie. Par-delà, la contribution essaiera de montrer comment certains Montagnards ont peu à peu voulu intégrer et justifier l'usage ponctuel de la violence dans l'établissement de la république, sans pour autant renoncer, à terme, à un rejet de la violence légale, et notamment de la peine de mort.

Maité Bouyssy

Le Barère de Gershoy, miroir réfléchissant de l'événement et de l'exceptionnalité en Révolution.

Maité Bouyssy, mcf honoraire, Paris 1, hdr ; partie de travaux sur l'éloquence politique et le questionnement des acculturations « vues d'en bas », elle interroge l'espace culturel du politique ; elle a publié nombre d'articles sur Bertrand Barère et aux Publications de la Sorbonne, *Une histoire culturelle de la Révolution, le Salon imaginaire de Bertrand Barère*, 2016, et *L'urgence, l'horreur, la démocratie, essai sur le moment frénétique français, 1824-1834*, 2012 en sus de l'ouvrage collectif *Vincenzo Cuoco, des origines politiques du XIXe siècle*, 2009.

Barère peut être abordé dans sa position de pivot au sein du Comité de salut public, ce qui excède sa fonction de chantre de la politique d'exceptionnalité menée par ledit Comité. Cette singularité l'a exclu du champ historiographique du XIXe siècle. La suture de la règle et de l'événement ne sachant se faire, l'histoire académique puise dans la psychologie morale à la suite de Macaulay qui masque par le déferlement contempteur les butées de sa pensée. L'Anacréon de la guillotine peut à l'inverse servir de miroir réfléchissant des enjeux, ce que Leo Gershoy sut mettre au cœur de sa problématique selon sa propre expérience sensible de la Révolution de 1917. C'est lui qui saisit d'emblée comment avec Barère l'on passe d'un avenir de commis de l'Etat à un pragmatisme hautement proclamé – du fait de la position de rapporteur - autant qu'à une pensée de l'action du gouvernement révolutionnaire. Reprendre sur ce plan ce que Gershoy dit dans sa thèse de 1925 (à Columbia) puis son retour à Barère en 1962 (Princeton) permet de situer et le distingue de l'historiographie française concomitante. Sa pensée de l'exécutif et de la mobilisation escomptée sur fond de principes sont les outils mobilisés par Gershoy sur fonds de Révolution russe pour saisir ce qui est à la fois un personnage « exemplaire », Barère, dans un moment politique « exceptionnel », l'an II.

Poser l'activiste et peut-être l'activisme comme productrice d'un *reluctant terrorist* repose le questionnement.

de l'événement en situation de « terreur » dans le cadre des armées et de la nation sous les armes, circonstances et structure, selon les paramètres des années 1920, un mixte fait d'apports de l'Europe continentale autant que du monde anglo-saxon via ses livres sur *La Révolution française, 1789-1799* (1932 en anglais), *Du despotisme à la Révolution* (1944). Le possibilisme comme principe d'analyse l'emporte sur la généalogie des principes et de cet écart se dégage un statut de l'événement sur fond de comparatisme avec la Révolution russe.

Erwan Sommerer

Exception conservatrice et usage du modèle de l'antiquité grecque sous le Directoire : Le débat sur l'ostracisme des nobles comme expression du « libéralisme défensif » du Club de Salm.

Erwan Sommerer est docteur en Science politique et co-responsable du Groupe d'études sieyésiennes (GES/CRHI – Université Nice Sophia Antipolis). Après une série de travaux consacrés à l'œuvre de Sieyès, ses recherches actuelles portent sur la structuration conflictuelle de l'espace public sous le Directoire et l'émergence d'une pensée politique post-révolutionnaire visant à protéger le libéralisme par des méthodes non-libérales. Il a publié : *L'anarchisme sous la Révolution française*, Paris, Editions du Monde libertaire, 2016 ; « Les fondations illibérales du libéralisme. Protéger les libertés par l'arbitraire : le cas inaugural de la Convention thermidorienne et du Directoire », *Réfractons*, 36, 2016 ; « Le nom sacré de la propriété. La figure du propriétaire révolutionnaire chez Sieyès », *Corpus*, 66, 2014 ; « Le contractualisme révolutionnaire de Sieyès. Formation de la nation et prédétermination du pouvoir constituant », *Revue française d'histoire des idées politiques*, 33, 2011 ; *Sieyès, Le révolutionnaire et le conservateur*, Paris, Michalon, 2011.

Dans cette communication, j'aborderai la question des mesures d'exception mises en œuvre sous le Directoire à des fins de réduction de la conflictualité politique dans l'espace public. Mon objectif sera d'examiner les interactions entre les idées politiques, exprimées à travers un corpus de livres et de discours, et les pratiques destinées à partir du 18 Fructidor an V à tenter de limiter l'incertitude électorale et de préserver le régime républicain de toute nouvelle forme de déstabilisation révolutionnaire. Autrement dit, je démontrerai que cette période voit l'énonciation d'une pensée politique spécifique que l'on peut qualifier de « libéralisme défensif », légitimant volontiers l'usage par l'Etat de méthodes illibérales et ne justifiant plus l'exception dans un but subversif et révolutionnaire, comme c'était le cas en 1789, mais dans un objectif conservateur.

Plus précisément, mon propos portera sur une organisation politico-intellectuelle créée en juin 1797 et appelée le Cercle constitutionnel ou « Club de Salm ». Elle joua en effet le rôle d'un réseau de sociabilité et de cooptation au service des institutions de l'an III, agissant comme la matrice privilégiée d'une réflexion sur la façon d'endiguer l'opposition monarchiste et néo-jacobine. Des personnalités telles que Sieyès, Constant, Debry, Riouffe et Lenoir-Laroche en furent les principaux animateurs, y produisirent des discours et organisèrent des débats sur les moyens d'empêcher que le Directoire ne soit renversé par ses ennemis, notamment à l'occasion des élections. Le Club de Salm illustre à ce titre comment un régime

à vocation démocratique et libérale peut assumer, à l'encontre de ses propres principes fondateurs, d'employer des mesures d'exception pour perdurer.

L'un des débats ayant profondément divisé le Club en vendémiaire an VI, à la suite du coup d'Etat, concerne la possibilité de déchoir les nobles de leur nationalité et de leurs droits civiques et de prendre à leur encontre des mesures d'ostracisme collectif. Restituer les modalités de ce débat, qui oppose les instigateurs du projet (Sieyès, Thérémis et Boulay de la Meurthe) à ses détracteurs (Daunou, Constant, Lauraguais) tant au Cercle constitutionnel qu'au Conseil des Cinq-Cents, permettra de mettre au jour la façon dont s'établit la possibilité d'une défense illibérale du libéralisme. De plus, je montrerai comment les références à la Grèce antique et à l'ostracisme athénien jouent un rôle clé dans les arguments visant à justifier une suspension de la légalité constitutionnelle à des fins conservatrices.

A partir de ce cas historique spécifique, il apparaît possible de mener à bien une réflexion plus large sur la façon dont l'exception, utilisée à des fins révolutionnaires, est ensuite incorporée au nouveau régime pour le protéger. Ainsi, le Directoire nous offre après 1797 l'exemple d'une tentative à la fois théorique et pratique pour réduire le degré de pluralisme – et donc de contestation – dans l'espace public : la suspension de l'Etat de droit et les mesures illibérales sont destinées à empêcher que le système électif, l'alternance partisane et la liberté d'expression ne se retournent contre leurs promoteurs. Dans l'esprit des directoriaux, le respect de la légalité est alors subordonné à la préservation du régime. L'on pourrait donc y voir le modèle d'un conservatisme post-révolutionnaire propre aux sociétés en situation de transition politico-institutionnelle.

Frank-Olivier Chauvin

De l'ordre ancien à l'ordre nouveau, l'exception en diplomatie. Permanence et ruptures de la diplomatie française en Orient pendant « la Terreur ».

Frank-Olivier Chauvin est doctorant contractuel en deuxième année au sein du laboratoire GRHis à l'Université de Rouen Normandie dans laquelle il prépare une thèse sous la direction de Michel Biard et bénéficie du co-encadrement de Jean-Numa Ducange. L'objet principal de ses recherches porte sur les réceptions et représentations des mouvements révolutionnaires entre la France et l'Empire ottoman. Frank-Olivier Chauvin est par ailleurs associé au Grand Réseau de Recherche « European Socialism » coordonné par Jean-Numa Ducange.

S'inscrivant dans la lignée des récents travaux sur la diplomatie de la France en Révolution (Virginie Martin, 2011) et plus précisément de la France révolutionnaire de la période 1792-1795, la communication propose de présenter les mécanismes sur lesquels s'appuie cette diplomatie entre la France et un allié séculaire : l'Empire ottoman. Se faisant, nous questionnerons si cette chronologie peut être considérée comme un point de rupture et d'exception dans les relations bilatérales. Par ailleurs, nous interrogerons la mise en pratique de ces différentes politiques pour certaines issues de la « Terreur » (Michel Biard, 2008) aussi bien en France sur la manière dont est perçue la Sublime Porte que dans l'Empire lui-même. Ainsi, sera évoquée la mise en place d'un système de surveillance particulièrement actif, en atteste la richesse des archives diplomatiques, que la gestion de la représentation française près de la Sublime Porte. Nous nous attarderons également sur la communauté française établie dans l'Empire ottoman en proposant d'étudier la réception de l'événement qui nous occupe à propos. Le principe de réalité venant néanmoins s'opposer très rapidement à la volonté de cette nouvelle diplomatie révolutionnaire voulue par l'Assemblée et la pratique effective d'une diplomatie révolutionnaire dans l'Empire ottoman contraignant le mouvement initié en France à suivre son chemin de dépendance (Paul Pierson, 2000). Enfin sera abordée la place d'une révolution dans un pays « barbare » qui opère lui-même une mutation d'un ordre ancien (*Nizam-ı Kadim*) à un ordre nouveau (*Nizam-ı Cedid*) sous l'impulsion du Sultan Selim III.

Alessandro Guerra et Ida Xoxa

L'exception italienne. Pratiques de sociabilité politique en Italie au cours du long siècle révolutionnaire

Alessandro Guerra est chercheur d'Histoire moderne près du Département de Sciences Politiques de l'Université des études de Rome, Sapienza. Il a travaillé sur la pensée de la Révolution et de la contre-révolution. Il a étudié, surtout, la pratique associative pendant le Triennio révolutionnaire, la prise de parole féminine et masculine qui émerge avec l'apprentissage à la citoyenneté capable d'incarner la nouveauté de la démocratie.

Ida Xoxa est étudiante de Doctorat au Département de Sciences Politiques de l'Université Sapienza de Rome. Ses recherches actuelles concernent principalement l'Histoire de la Révolution française et l'Histoire de la pensée politique. Sa thèse de doctorat vise à l'étude du rapport entre théorie et praxis dans la pensée politique du brumairien Pierre-Louis Røederer.

Pour Antonio Gramsci, l'effort de trouver la traduction italienne du Soviet russe a abouti à la théorie d'une « démocratie prolétaire » fondé sur le rôle des Conseils d'usine. Comme l'a montré l'expérience spartakiste de Rosa Luxemburg, quoique d'autre façon, le Soviet instaure sa propre dictature pour aboutir à la société socialiste et donc, il devient le lieu pour la création de l'histoire future. En particulier, en ce qui concerne le fonctionnement des Conseils, Gramsci souligne que leur permanence garantit non seulement une vaste participation des ouvriers, mais aussi l'outil efficace pour l'entraînement à la citoyenneté. À cet égard, la sociabilité politique, en se posant en alternative ou faisant concurrence au pouvoir constitué, peut être vue à travers une perspective de longue durée alors que la caractéristique d'exceptionnalité réside dans le tentative de se proposer comme pouvoir constituant.

C'est bien sûr la Révolution française l'héritage auquel tous se réfèrent. Le modèle associatif, incarné principalement par les sociétés populaires, offrait l'élan pour imaginer un changement social au-delà de la logique parlementaire de la représentation et devenait aussi un véhicule sans précédent pour la prise de parole publique des femmes. L'extension du « champ d'expérience » tiré par la pratique associative contribue donc à l'ouverture d'un « horizon d'attente » à propos de la politique mise en œuvre par le peuple révolutionnaire.

La valeur républicaine de la *fraternité*, remodelée au cours du XIX^e en *solidarité* pour s'enrichir des nouvelles luttes, devient ainsi le fil rouge avec lequel penser à la pratique associative dans l'Italie entre XVIII^e et XIX^e siècle jusqu'à sa traduction en lien de classe.

L'arrivée de Bonaparte en Italie inaugure une brève saison de liberté coïncidant avec le *Triennio rivoluzionario* (1796-1799). Les patriotes les plus convaincus faisaient naître des sociétés politiques pour inviter le peuple à participer et à conditionner le débat portant sur l'organisation des terres libérées ; selon cette stratégie, les Sociétés voulaient être le lieu de représentation de la volonté populaire.

Les Sociétés d'instruction publique en Italie n'avaient pas emprunté les aspects les plus dramatiques du processus révolutionnaire français, mais en même temps elles se présentaient

pas comme sujets subordonnés mais plutôt comme sujets auxiliaires du gouvernement, avec la fonction d'inciter à la régénération de l'esprit public à travers l'apostolat révolutionnaire dont parle Matteo Galdi. Ces principes sont la véritable force de l'expérience associative mais constituent aussi sa capacité subversive vers un ordre qui se conçoit autrement. L'expérience de la République parthénopeenne réussit à animer la démocratie italienne pour quelques mois, sans pourtant qu'elle puisse être considérée comme une pratique conflictuelle directe et sur laquelle pèse le jugement négatif et trompeur de Vincenzo Cuoco.

Dans l'Italie des années trente et quarante du XIXe siècle beaucoup d'observateurs pensent à leur époque comme l'ère de "l'esprit associatif". La pratique associative et le besoin de solidarité étaient bien vivants parmi les militants anonymes, en trouvant le lien avec l'horizon de luttes européens dans la pratique et dans la réflexion de Buonarroti, Blanqui, Marx. L'activité de Buonarroti dans le monde issu de la révolution de Juillet, rend le révolutionnaire italien - comme l'affirmait A. Saitta - un protagoniste du Risorgimento et du démocratisme italien ainsi que du monde sectaire européen.

Buonarroti avait deviné quelle grande force politique le parcours associatif aurait pu dégager si les Sociétés ne se limiteraient pas au seul contrôle de leur territoire de compétence; elles devaient se mettre en relation entre elles pour agir de façon chorale, en formant et organisant le peuple révolutionnaire. Vers la fin de sa vie, Buonarroti tisse aussi des liens entre les nouvelles organisations prolétaires ou communistes et la forme parti. Il unit l'idée l'unité italienne à celle de révolution sociale, en devenant le lien vivant entre Révolution française et Révolution italienne ainsi qu'entre 1793 et 1848, l'année de rupture fondamentale pour l'horizon de luttes européennes qui ont animé le long XIXe siècle.

Aude Dontenwille-Gerbaud

Le Gouvernement de Défense nationale : une exception politique encombrante dans l'histoire républicaine.

Aude Dontenwille-Gerbaud est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris-Est-Créteil / CEDITEC.

Parmi ses publications récentes :

2015, « Les temps héroïques sont clos ... L'événement discursif fondateur de la Troisième République, 1870-1881 », *Cultures des républicanismes*, Bosc, Dalisson, Frétigné, Hamel, Lounissi (dir.), Paris, Kimé.

2015, « Typologie des réactions des publics populaires républicains lors des grands meetings politiques, 1871 – 1882 », *A la recherche des publics populaires*. Nancy : Editions universitaires de Lorraine.

2015, « Un effacement énonciatif paradoxal. Les discours des grands leaders républicains sur le suffrage universel », *Mots. Les langages du politique*, n° 107.

2016, « Le geste auguste de la République », *Mots. Les langages du politique*, n°110.

2016, « Le " Programme de Belleville " », *Les programmes politiques. Genèses et usages*, Fertikh, Haucheborne, Bué (dir.), Rennes, PUR.

2016, « Le volcanique Léon Gambetta, 1868-1882 », *Mots. Les langages du politique*, n°111.

Lorsque l'on évoque l'exception politique, l'Etat d'exception, la guerre qui sert de déclencheur à une révolution, la référence au 4 septembre 1870, puis au Gouvernement de Défense nationale semble poser problème. « La République improvisée »¹ est rarement qualifiée « d'insurrectionnelle », terme renvoyant à l'An II, réservé ensuite aux Communes de 1871. C'est pourtant au nom de la « patrie en danger » que Léon Gambetta proclame la République :

Citoyens, attendus que la patrie est en danger ; attendu que tout le temps nécessaire a été donné à la représentation nationale pour prononcer la déchéance ; attendu que nous sommes et que

¹ Eric Bonhomme, *La République improvisée : l'exercice du pouvoir sous la Défense nationale. 4 septembre 1870 / 8 février 1871*, Paris, Eurédit

nous constituons le pouvoir régulier issu du suffrage universel libre, nous déclarons que Louis-Napoléon-Bonaparte et sa dynastie ont à jamais cessé de régner sur la France.²

Olivier Le Trocquer montre dans ses travaux comment le procès interprétatif de l'événement conduit à plusieurs refoulements, à commencer par celui opéré par Gambetta lui-même³. Olivier Le Trocquer insiste sur la façon dont l'historiographie du 4 septembre est travaillée par des effets mémoriels qui gomment le caractère insurrectionnel de l'événement, portant ainsi la trace, toujours actuelle, d'un conflit politique et social refoulé. L'acte performatif de Gambetta du 4 septembre 1870 reste bien un acte illégal et d'exception, mais crypté, euphémisé, dès 1870.

Nous inscrivant pour notre part dans une démarche en Analyse du Discours, nous proposerons ici une réflexion sur le trajet discursif du syntagme « Gouvernement de Défense nationale ». L'analyse des lexèmes « guerre » et « paix » dans les discours de Gambetta, tribun qualifié par nombre de ses contemporains de « dictateur », met en lumière l'ambivalence de ce gouvernement d'exception : illégal donc révolutionnaire pour les uns, s'inscrivant alors dans l'héritage honni de 1792 ; bourgeois et opportuniste pour d'autres, considéré comme une volonté d'étouffer les revendications authentiquement révolutionnaires.

Le corpus proposé sera constitué non seulement des discours parlementaires et extra-parlementaires de Léon Gambetta, mais encore des publications de diverses couleurs politiques à propos du Gouvernement de Défense nationale, sans oublier l'enquête parlementaire et la presse, tant républicaine que d'opposition. La période retenue sera celle du moment fondateur de la Troisième république, celle de *l'événement discursif* qui se déploie entre 1870 et 1890. L'objectif sera d'évaluer comment fonctionne, en discours, les tabous et euphémisations à propos du Gouvernement de Défense nationale, s'inscrivant dans une mise en récit de l'héritage révolutionnaire.

² *Discours et plaidoyers politiques de Gambetta*, rassemblés par Joseph Reinach, Paris, Charpentier, 1881. Volume 1, p.409

³ Olivier Le Trocquer, 1998, « Des rites de l'événement à l'événement ritualisé. L'effacement interprétatif d'une révolution, 4 Septembre 1870 », *Hypothèses*, 1, p.31-39) ; 2006, « Mémoire et interprétation du 4 Septembre 1870 : le sens de l'oubli », *Temporalités*, 5.

Frédéric Spillemaeker

De la guerre à la mort à l'abolition de l'esclavage : les politiques d'exception révolutionnaire de Simón Bolívar

Frédéric Spillemaeker, agrégé d'histoire, ancien élève de l'ENS de Lyon, est doctorant à l'Université de Nantes sous la direction de M. Clément Thibaud sur le sujet suivant : « La révolution des pouvoirs : de la monarchie aux caudillos populaires, Nouvelle-Grenade et Venezuela, 1780-1830 ». Il est membre scientifique de l'École des Hautes Etudes Hispaniques et Ibériques (EHEHI), Casa de Velazquez depuis le 1^{er} septembre 2017.

Publications :

- Article à paraître dans une revue à comité de lecture : « Quand les cocardes étaient marronnes : la Trinité espagnole en révolution », *Varia* du numéro 12 de la revue *Monde(s)* « Maghreb-Indochine, comparaisons impériales » réalisé sous la direction de Mme Sylvie Thénault et de M. Christopher Goscha, à paraître à la fin du mois de novembre 2017.

- Autre publication: *Entre micro-historia e historia conectada : entender una rebelión en la era de las revoluciones, entre particularismos de un territorio y circulaciones; Coro, 1795.* », "Journées des jeunes américanistes 2016", EHEHI, Casa de Velázquez, Madrid, 3 juin 2016. Publié dans les Cahiers *Cuadernos CEMCA, Jornadas de los Jóvenes Americanistas de 2016 Particularismos y patrimonialización en las Americas*, Mme Françoise Lestage (dir.), M. Guillaume Duarte (coord.), Série JJA n°1, octobre 2016.

Le 15 juin 1813 à Trujillo au Venezuela, Simón Bolívar proclame la « guerre à mort » : il voue à mort les Espagnols et les Canariens qui ne prennent pas parti pour l'Indépendance tout en épargnant la vie des Américains, même royalistes. Le projet est alors de donner un contenu national à la guerre. Dans sa conception de la guerre révolutionnaire, Simón Bolívar est influencé par les exemples de la Révolution française et de la Révolution haïtienne, qui avaient déjà conduit Francisco de Miranda à manier le thème de la « patrie en danger ». Les ennemis du camp patriote sont voués à la mort aux dépens des lois communes de la guerre, en vue d'obliger chacun à choisir son camp. Toutefois, dans un premier temps, le décret n'eut pas l'effet escompté, et la réaction des royalistes se révéla plus forte que la capacité d'entraînement de Bolívar. En effet, le caudillo Boves parvient plus efficacement à mobiliser les classes populaires, en exaltant la fidélité au roi et la religion en profitant du contenu peu mobilisateur des appels à la République et la nation, et en menant une politique de promotions d'hommes nouveaux. Ainsi, se constitue une véritable Vendée vénézuélienne en 1813-1814.

Pour faire face à une telle mobilisation, les patriotes envisagent des émancipations d'esclaves, non de manière totale, mais également en tant que politique d'exception, nécessaire pour gagner la guerre dans un pays qui comptait alors un peu moins de 15% d'esclaves. Ainsi, vaincu par les royalistes et ayant trouvé refuge en Haïti en 1815, Bolívar est conduit à son tour vers l'abolition, par le président Pétion qui conditionne l'aide d'Haïti à la libération des esclaves. Débarquant à nouveau au Venezuela en 1816, le *Libertador* proclame

le 6 juillet 1816 la liberté des esclaves qui s'incorporent aux armées patriotes, finalement victorieuses à Carabobo le 24 juin 1821. Cependant, les différents congrès patriotes se refusent, en 1819 et 1821 à l'abolition complète. Ainsi, l'émancipation de l'esclavage, même largement pratiquée, est demeurée une politique d'exception pendant la guerre d'Indépendance, dans la mesure où elle n'a pas aboutie à une abolition totale dans le droit commun. Cette dernière intervint seulement en 1852 en Colombie et en 1854 au Venezuela, plus de trente ans après la guerre d'Indépendance. La politique d'exception révolutionnaire avait entamé un processus majeur de transformation sociale et d'émancipation, sans toutefois le mener à son terme.

A travers l'exemple de la guerre à mort et de l'abolition de l'esclavage mises en œuvre par Simón Bolívar, nous proposons d'analyser deux acceptions possibles de l'exception révolutionnaire : l'une consistant à tracer une nouvelle frontière entre partisans et ennemis du processus révolutionnaire, l'autre à faire exception à la norme sociale en vigueur afin d'assurer la victoire des armées révolutionnaires.

Alexandre Fernandez

La guerre comme révolution au Mexique (1910-1917/20)

Alexandre Fernandez est professeur d'histoire contemporaine à l'Université Bordeaux-Montaigne.

Auteur de

- « La révolution de 1910 et le modèle français », in Alexandre Fernandez (coord.), *Les révolutions mexicaines et le « modèle français »*, Institut français-IHEAL, Bicentenaire des indépendances ; Amérique latine, Caraïbes, CDROM, 2011
- « La izquierda francesa y la Revolución mexicana, (1910-1917) », in Kristine Vanden Berghe (ed.), *La Revolución mexicana : miradas desde Europa*, actes du colloque de Liège (décembre 2011), Bruxelles, Peter Lang, 2014, p. 51-60
- *Le Mexique des insoumis. La Grande Révolution de 1910*, Paris, Vendémiaire, 2015, 255 p

Ce n'est pas le moindre des paradoxes que la révolution mexicaine – non pas seulement une révolution, mais **la** « Revolución », socle et mythe (re)fondateur de l'Etat-nation contemporain – ait débuté par un appel lancé par un fils de famille libéral, Francisco Madero, qui espérait contraindre le président Díaz à renoncer à sa 7^e réélection, au **respect de la légalité** constitutionnelle. Il ne sera pas tant question ici de dire de quoi la Révolution mexicaine fut fondamentalement le nom (révolution bourgeoise/paysanne, phase de développement du capitalisme national...) ni de rappeler son caractère profondément endogène (malgré la référence à la Révolution française contenue dans le choix des partisans de Villa et de Zapata de tenir une « Convention » en 1914 et l'évocation de la révolution russe par ce dernier), que de mesurer dans quelle mesure elle se confondit et ne s'accomplit, au moins jusqu'à l'établissement de la « Constitution révolutionnaire » de 1917, qu'en guerre : état d'exception s'il en est.

Lihong Zhou

L'exception politique dans la longue révolution chinoise : interruption, répétition et radicalisation.

ZHOU Lihong est professeur à l'Université Sun Yat Sen de Canton. Elle est l'auteure d'une thèse soutenue à l'Université de Pékin, en 2007, sur « La réforme de la libéralisation du commerce des grains à la fin de l'Ancien Régime en France (1763-1776) ».

Parmi ses ouvrages :

* *Les politiques contre la famine de la France sous l'Ancien Régime* (à paraître).

* un coauteur du manuel du collège : *L'Histoire et la Société*, Pékin, La Maison d'Édition d'Éducation du Peuple, 2003.

Parmi ses principaux articles récents :

«Un aperçu de la controverse Furet-Soboul dans le monde universitaire chinois», *Annales historiques de la Révolution française*, 2017/1 (n°387).

«le déclin de la maison militaire du roi et l'éruption de la Révolution française», *Front des sciences sociales*, n°11, 2016.

«L'épée du dieu ou l'épée du roi? l'exploration de la *massacre* de la *Saint-Barthélemy* à Paris», *Journal des sciences sociales en Chine*, le 18 février 2016.

«La transformation des fonctions du gouvernement de la France moderne et la construction du marché libre des grains», *Histoire mondiale*, N.5,2015.

«L'histoire attestée par les romans, une méthode de Mona Ozouf », *Lecture*,n.10,2015.

«Les changements du climat d'un point de vue historique : essai sur l'histoire de climat d'Emmanuel Le Roy Ladurie», *Revue Mensuelle d'Histoire*, N.6, 2014.

«L'identité intellectuel de deux écoles historiques:La nouvelle histoire en Chine et les Annales en France»,*Géostratégiques* (revue française),N.42,2014.

«De *l'Orphelin de la maison de Zhao* à *l'Orphelin de la Chine* ,l'interprétation et l' utilisation de la culture chinoise par les philosophes français des Lumières»,dans Pu Zhihong (dir.),*Collection des échanges culturelles entre la Chine et la France*, Canton:Maison d'édition de l'Université de Sun Yat-sen, 2014.

Elle a également participé aux traductions en chinois de :

* Mona Ozouf, *Les aveux du roman*, traduit par Zhou Lihong, Jiao Jingshu, Commercial Press, 2017.

* Fernand Braudel, *Ecrits sur l'histoire*, traduit par Liu Beicheng, Zhou Lihong, La Maison d'Édition de l'Université de Pékin, 2008.

* Peter Hanns Reill et Ellen Judy Wilson, *Encyclopedie of the Enlightenment* , traduit par Liu Beicheng, Wang Wanqiang, Zhou Lihong, etc, La Maison d'Édition du Peuple de Shanghai, 2004.

* Rebecca Nett, *Un Ultimate Survival Guide for College Graduates*, traduit par Gao Zheng et Zhou Lihong,La Maison d'Édition du Nouveau Monde, 2004.

Dans la révolution de Xinhai en 1911, il n'y a pas de l'exception politique, les révolutionnaires ont une volonté de faire la révolution avec une façon douce et civilisée en évitant le massacre. Mais la révolution chinoise ne s'y arrête pas, et il vaut mieux

combiner les trois révolutions chinoises du vingtième siècle (la révolution de Xinhai, la révolution nationale et la révolution du parti communiste) en une révolution unique pour mettre en lumière le chemin de développement de la révolution chinoise dont la logique est semblable à celles de la Révolution française et la Révolution russe : la première exception politique est appliqué en 1914 où Sun Yat-sen a reconstruit le parti révolutionnaire chinois en déclarent que la période révolutionnaire continuera jusqu'à la promulgation de la constitution ; dans les années vingt, la révolution était devenue un désir et un objectif à réaliser non seulement pour le Guo-min-dang (le Parti national du peuple), mais aussi pour le Parti communiste et le Parti de la jeunesse. Le gouvernement national de Wuhan formule une ordonnance de crimes contre-révolutionnaires au mois de février en 1927, acceptée par le Guo-min-dang et le Parti communiste chinois dans les années suivantes. Après la fondation de la République populaire de Chine, le Président Mao Tsé-Toung insiste sur la menace de divers groupes d'opposition et soutint la répression à l'encontre des contre-révolutionnaires. Le 21 février 1951, pour fixer un critère unitaire dans toute la Chine, le Conseil d'Administration promulgua *la Réglementation pour punir la contre-révolution de la République populaire de Chine*. Il faut étudier le contexte politique, social et international du vingtième siècle pour expliquer pourquoi les exceptions politiques sont appliquées de façon répétée et sont devenues de plus en plus radicalisées dans la longue révolution chinoise.

Elena Khokhlova

Sergei Bulgakov : the evolution of relationship to Marxism as the ideological reflection of the way of Russian intelligentsia of the end of XIX - beginning of XX centuries

Elena Khokhlova est professeure associée au Département de Philosophie et Etudes culturelles de l'Université d'Orel. Ses recherches sont consacrées à l'histoire de la philosophie, à la philosophie de la religion russe et bien sûr au sujet de sa communication : la philosophie de Sergei Bulgakov.

In his creative quest of Sergei Bulgakov, as in a mirror, reflected the spiritual journey of many Russian intellectuals of the late XIX – early XX centuries. Bulgakov began his work as an academic economist and a follower of the economic doctrine of Karl Marx. During his life, he, like many well-known Russian thinkers of this period, such as Nicholas Berdyaev, Semyon Frank, and Peter Struve, has experienced several ideological fractures. Eventually, Sergei Bulgakov came from atheism and Marxism to religious faith and religious philosophy. In his writings from different years, he was subjected to Marxist doctrine in-depth and comprehensive analysis. Socialism as a principle of social organization was left to the Russian philosopher ideal, but the Marxist understanding of socialism was his alien and unacceptable. Bulgakov mercilessly criticized the Marxist indifference to the human person, the utilitarian approach to nature and human, the vision of the world from the perspective of the priority of material values. How, in particular, the famous Russian philosopher Nikolai Berdyaev, Sergei Bulgakov saw in Marxism a religion in a certain sense, namely, the religion of man's deification, which adherents place themselves "beyond good and evil" in their universal understanding. During the first Russian revolution (1905-1907) the Russian intelligentsia, accepted the Marxist religion of man's deification demonstrated the immorality and anti-humanism in their minds and behavior. This resulted in the adoption of the slogan "everything is permitted", in the psychology of the "little Napoleon" with its outright contempt for people, to assert their right to life and the death of others if it is necessary for revolutionary ideas. Bulgakov and his associates (Berdyaev, Struve and others, authors of the book "Milestones") argued that the Russian intelligentsia of the nineteenth century, having come from the West atheism and nihilism, inspired by Marxist religion of man's deification, turned away from God and universal norms of morality. The consequence of this was a spiritual crisis of Russian intelligentsia in Russia, expressed in a false humanism: to love is not human at all, but a man "of the people" and "enemies of the people" passionately hate and destroy by any means. The history of

Russia XX century has largely shown the correctness of the conclusions Bulgakov.

Revolutionary violence is justified by Bulgakov as the maximalism of the purposes and means. Russian philosopher opposes revolutionary violence, terror and aggression. He believes that violence is not heroism, but falsification of heroism, the degradation of the individual and culture.

Claude Mazauric

A propos du concept léninien de « situation révolutionnaire »

Au terme d'une longue carrière d'enseignant d'histoire (1957-1996) dans l'enseignement secondaire puis au Département d'histoire de l'Université de Rouen Normandie, Claude Mazauric est aujourd'hui professeur émérite des universités. Il a exercé diverses responsabilités au sein de plusieurs organismes de recherche, de la Société des études robespierristes, au Comité des travaux historiques et scientifiques et dans nombre d'institutions nationales et internationales. Parmi ses derniers ouvrages, publications, articles et études ou comptes-rendus récents d'ouvrages, on retiendra : *Albert Soboul. Un historien en son temps* (Essai de biographie intellectuelle et morale), Nérac, Editions d'Albret, 2004 ; « Histoire et engagement : entretiens avec Julien Louvrier », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 104, 2008 ; *La Révolution française. Regards d'auteurs*, en collaboration avec Pascal Dupuy, Paris, Librairie Vuibert, 2005 ; *Babeuf. Ecrits*, Paris, Le temps des cerises, 2009 (4^{ème} édition entièrement refondue, augmentée et actualisée, du recueil paru initialement en 1965 et réédité trois fois) ; *L'histoire de la Révolution française et la pensée marxiste*, Paris, PUF, 2009 (Col. « Actuel Marx ») ; *Jean-Jacques Rousseau à vingt ans*, Au Diable Vauvert, 2001 (col. « A vingt ans ») ; *Au bord du gouffre*, Paris Arcane 17, 2016. On se reportera pour les compléments anciens à : *Pour la Révolution française*, recueil de 77 contributions réunies en hommage par Christine Le Bozec et Eric Wauters, Rouen, PUR, 1997, préface du Doyen Jean Maurice.

On s'intéressera au texte de Lénine relatif à ce qui caractérise une « situation révolutionnaire », extrait de sa célèbre brochure *La faillite de la II^{ème} Internationale*, rédigée en 1915, devenue célèbre dès 1916-1917, tirée du tome 21 des *Œuvres complètes de Lénine* publiées à Moscou par les Editions du progrès en 1960 (sous une forme a-scientifique, je le rappelle, c'est à dire, hélas !, sans appareil critique) dont le contenu attire l'attention de l'historien. Lénine en 1914-1915 réside en Suisse alémanique où il vit en exil. Depuis août 1914, il y est en mesure de constater qu'à l'exception du parti socialiste serbe et de la minorité bolchevique en Russie, tous les partis socialistes d'Europe ont rallié, chacun chez soi, ce qu'en France on a qualifié d' « Union sacrée », rompant ainsi avec les engagements solennels pris lors des congrès antérieurs de l'Internationale, seconde du nom. En 1915, depuis Zürich ou Berne, Lénine est évidemment bien informé du mouvement de la guerre qui devient précisément « mondiale » en 1915. Une guerre « industrielle » qui ne suscite pas encore, hors de quelques cercles pacifistes, d'opposition vive malgré les carnages gigantesques de la première année de belligérance. Que sait-il précisément de la situation en Russie, dont le front est enfoncé de plus de huit cent kilomètres vers l'est, des pertes humaines, territoriales et matérielles, immenses et insurmontables ? A la fin de l'hiver de 1916-1917, quand Lénine arrive à Petrograd revenant d'exil (les descriptifs de ce voyage de retour en camouflent généralement la portée !), ce qu'il découvre dans les faits, correspond en partie à ce qu'il avait déjà théorisé en Suisse, notamment depuis le début de l'année 1915...

Mais s'y ajoute la prise en considération de trois données qui structurent désormais son analyse politique concrète : d'abord, la formidable insurrection des masses, plus encore significative qu'en 1905 en raison de la croissance d'une classe ouvrière urbaine concentrée qui finit par donner le « la » au mouvement populaire, et, simultanément, l'effondrement du pouvoir tsariste que ne compense pas l'apparition d'une alternative bourgeoise libérale soutenue par la France et le Royaume-Uni, à Petrograd et un peu moins à Moscou, mais finalement assez faible; ensuite l'extension de la rébellion populaire dans les campagnes saignées et épuisées par les effets de la guerre et des réquisitions, mais aussi déstabilisées comme conséquence venue à maturité de l'abolition du servage en 1860 et des polarisations sociales qui ont transformé le monde paysan et les formes traditionnelles de l'usage de la terre ; enfin, l'extension de la rébellion de masse qui s'étend dans les armées désorganisées, jusque sur le front ouest, plus ou moins mal stabilisé. Dans cette configuration inattendue, agissent et décident parallèlement deux pouvoirs révolutionnaires-républicains, d'un côté, un Etat central plus ou moins « représentatif », de plus en plus répressif mais aussi de plus en plus impuissant, de l'autre, celui de « conseils » (*soviets*) à la recherche d'une unification politico-sociale, idéologiquement impossible et pratiquement irréalisable dans les conditions politiques générales. Dans le même temps où, à la suite de ses analyses produites à Zürich, Lénine a esquissé la théorie des contradictions inter-impérialistes comme soubassement de la guerre et « stade suprême du capitalisme », où il en est venu à régler leur compte aux sociaux-démocrates ralliés honteusement à la cause des bourgeoisies impérialistes en confrontant la vigueur apparente de leur discours passé avec la réalité politique de leur comportement présent, il en vient à Pétrograd où il arrive, à construire une démarche politique qui le conduit à analyser ce qui, selon lui, caractérise une *situation révolutionnaire* comme celle qui se constitue en Russie. Il en distingue ce qui relève du fond structurel : les contradictions du capitalisme et les rivalités inter-impérialistes inévitables qui en sont le prurit à un moment donné de leur maturation profonde. Mais il montre en même temps les limites de cette nécessité potentielle globale empiriquement constituée, en rappelant le caractère prégnant de la conjoncture historique concrète dont il retient trois caractéristiques principales interactives, visibles, certes, où que ce soit dans le monde en guerre, mais tout particulièrement dans l'Empire de Russie en pleine crise : l'incapacité pour la classe dirigeante et les pouvoirs institués d'exercer leur pouvoir comme antérieurement, l'aggravation brutale des conditions de vie des travailleurs surexploités et des masses plébéiennes, le rejet par les « masses » de ce qui a conduit à la situation de guerre généralisée présente. Ce *moment subjectif*, sinon contingent du moins circonstanciel, quand il surgit, peut ouvrir la voie à l'*initiative* de ceux que l'historiographie internationale désignait depuis le milieu du dix-neuvième siècle, sous les mots de « pilotes », de « révolutionnaires », d'« activistes », voire de « putschistes », c'est-à-dire les dirigeants de la « classe révolutionnaire » - concept léninien- : on dirait aujourd'hui les « protagonistes » d'un rassemblement de lutte qui intègre à la fois la référence à l'analyse du réel, c'est-à-dire la connaissance de sa base structurelle, mais aussi son expression sociologique et sa représentation politique à l'instant « t ». Ainsi se lie dans un même faisceau d'*imagination prospective*, l'invention théorique, l'initiative politique, c'est-à-dire la détermination consciente dont l'élaboration relève de la superstructure avec la connaissance des déterminations infrastructurelles : le « nécessaire » en quelque sorte pensé, et, d'un autre côté, le « contingent », l'aléatoire, matérialisé comme événement circonstanciel produit par les échéances du court terme.

Dans cette configuration inattendue de la Russie en 1917, agissent et décident parallèlement deux pouvoirs révolutionnaires-républicains, d'un côté, un Etat central de plus en plus

impuissant, de l'autre, celui des « conseils » (*soviets*) à la recherche d'une unification politico-sociale, idéologiquement impossible et pratiquement irréalisable dans les conditions politiques générales du ci-devant "Empire" russe. Entre avril 1917 et octobre, par-dessus un été de tous les dangers d'implosion alors que menace l'hypothèse renouvelée d'un *pronunciamento* militaromonarchiste, Lénine formule l'idée d'une *prise du pouvoir d'Etat* répondant à l'exigence première des masses en révolution : la paix, la terre, le pain ... La question de savoir si la conclusion d'une paix séparée avec les empires centraux en crise ou si le mouvement révolutionnaire était susceptible de s'étendre ou de se reproduire simultanément ailleurs, dans l'espace germanique, dans les Balkans en périphérie des pays de la Méditerranée orientale ou dans l'Asie occidentale sous domination ottomane, est renvoyée à plus tard. Ainsi, pensée théorique et action politique immédiate ont convergé avec Lénine dans la réalisation de ce qui s'inscrit dans l'histoire comme le grand Octobre de Russie, un événement dont la signification profonde considérable n'a pas été épuisée, malgré les apparences, par l'histoire de son avatar postérieur, l'Union soviétique, ce qui relève d'une autre histoire.

Olga Kazakova

L'idée de l'exception politique à travers des slogans de la Grande révolution russe.

Olga Kazakova est maîtresse de conférences de la chaire d'Histoire russe à l'Université d'Orel. Elle a publié deux ouvrages personnels, deux en collaboration, et une trentaine des articles.

Parmi les ouvrages publiés au cours des trois dernières années:

Le monde de la province d'Orel captivité par des grandes guerres du XX siècle. Orel, 2014. - Мир орловской провинции в плену великих войн XX века. Орел, 2014.

Le rôle de la Première Guerre mondiale dans le développement de la psychiatrie nationale. // Revue de la neuropathologie et la psychiatrie. 2016, № 3. - Роль Первой Мировой войны в развитии отечественной психиатрии // Журнал невропатологии и психиатрии им. С.С. Корсакова. 2016, № 3.

La province d'Orel à l'époque de la Première Guerre mondiale et de la Révolution vue par des écrivains-habitants. // Notes scientifiques de l'Université d'Orel. 2017, № 1. - Орловская провинция в годы Первой Мировой войны и революции глазами писателей-обывателей. // Ученые записки Орловского государственного университета. 2017, № 1.

La province d'Orel pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918) : les problèmes de l'adaptation et les stratégies de la survie : le recueil des documents historiques. Orel, 2017, (Ressource électronique). - Орловская губерния в период Первой мировой войны (1914-1918): проблемы адаптации и стратегии выживания: сборник исторических документов. Орел, 2017, Электронный ресурс:<http://oreluniver.ru/faculty/istfak/science>

En 1917, la rue décidait le destin de la révolution. Des manifestations, des réunions, des meetings sont devenus la pratique journalière, l'école de la démocratie, mais en même temps la source et le soutien de la légitimité révolutionnaire, de la violence bénie par la masse. Des slogans étaient la langue de cette rue. La Russie avait une très modeste expérience de la vie politique publique, c'est pourquoi la culture de l'organisation des manifestations montait vers des processions religieuses avec des gonfalons et des icônes, qu'avait l'influence sur la perception des slogans comme un important et sacré moyen de l'articulation des opinions et des exigences populaires. Si prendre en considération que les principaux participants des manifestations étaient des militaires, les appels à l'exception politique ne restaient plus des figures de discours, ils sont devenus un signal à l'action qu'on peut illustrer, par exemple, par des nombreuses photos des participants armés au fond des slogans et des drapeaux.

Notamment des photos de slogans de 1917 sont devenues la principale source de notre recherche. À l'occasion du centenaire de la révolution, les archives régionales publient des images uniques, permettant d'observer la propagation des idées révolutionnaires dans la province et d'analyser les slogans comme les produits de la créativité populaire (par exemple, "Vive l'armement du peuple et surtout des ouvriers !").

Le langage des slogans de la rue s'est transformé à la rhétorique de la presse, au nouveau vocabulaire et à la conscience du lecteur. De point de vue théorique et méthodologique c'est

intéressant d'analyser la succession et l'évolution des slogans. Par exemple, en 1917 en Russie, même en province, les slogans de la révolution française "Paix aux chaumières, guerre aux palais!", "Abdiquerons de l'ancien monde" ("Marseillaise des ouvriers") étaient largement répandus, mais leur interprétation était transformée profondément.

Nous considérons l'exception politique comme la protestation massive contre le développement du procès révolutionnaire ainsi que comme l'exigence de la rue de l'expulsion de la vie publique des participants collectifs ou personnels, exprimée par la langue du slogan. Nous analysons le contenu des slogans de 1917 s'appuyant sur la théorie des actes de langage de John Searle, ayant mis en relief les slogans directifs, les slogans promissifs et les déclaratifs à titre de principale expression de l'idée de l'exception politique.

En qualité de la méthodologie de l'étude de la pratique de leur utilisation nous proposons la synthèse de l'analyse discursive de Michel Foucault et du concept sémiotique de chronotop de Mikhaïl Bakhtine, comme d'un unité spatio-temporelle qui donne sens à tout, dans notre cas, aux textes et aux symboles des slogans dans le cadre de chronotop révolutionnaire.

Les slogans révolutionnaires ont exprimé l'idée d'un "ennemi du peuple" à l'image d'un "bourgeois", dont la diffusion de l'exclusion politique vers la discrimination sociale ainsi que l'interprétation trop large, à notre avis, a donné naissance à la guerre civile déjà en 1917. Comme la méthodologie de l'étude de "l'ennemi du peuple" nous proposons la théorie imagologique originale.

Anna Semenova

La dictature jacobine en France et la dictature du prolétariat en Russie soviétique : de la violence à la création d'un monde nouveau. Théorie et pratiques.

Anna Semenova est docteure ès sciences historiques et professeure d'université (Institut d'histoire de Russie de l'Académie des sciences de Russie).

Parmi ses principales publications :

Le Gouvernement provisoire révolutionnaire dans les plans des décembristes. M., 1982. (russe)

Denis Diderot et les décembristes // La Révolution Française et la Russie. M. 1989

(russe et français).

La Révolution Française et la Russie (fin du XVIIIe - la première moitié du XIXe siècle). M., 1991.

(russe)

Montferrand vu par ses contemporains // De Montferrand à Saint-Pétersbourg. Auguste Ricard de Montferrand, nouvelles approches. Actes du colloque de Clermont-Ferrand.

Septembre 2008. Clermont-Ferrand. 2009.

La réception par Karamzin de la Révolution française et la tradition libérale russe du début du XIX-e siècle. // Nikolai Karamzin en France dans les Lettres d'un voyageur russe. Paris. Institut d'Études Slaves. 2014.

En comparant les deux « dictature » - l'époque jacobine de la Révolution française et la dictature du prolétariat en Russie soviétique, il faut se rappeler sur les différentes époques, différentes forces motrices et objectifs différents pour ces phénomènes de politiques. Lénine appelait les « jacobins les grands révolutionnaires français de la bourgeoisie ». Il croyait que, malgré la terminologie révolutionnaire éloquente, les slogans de la liberté, l'égalité, la fraternité, en détruisant objectivement les vestiges de la féodalité, ont ouvert la voie à une nouvelle société capitaliste bourgeoise. En même temps, comme les historiens marxistes de la France et de la Russie ont souligné, le peuple a été protagoniste de la révolution, sa principale force motrice. Et comme suite, la révolution était d'après sa nature la révolution démocratique bourgeoise.

La nature de classe de la dictature du prolétariat est évidente à partir de son nom même, et la Révolution d'Octobre en Russie a ouvert la voie à une nouvelle société socialiste.

A l'examen de ces événements, français et russe « les horreurs de la terreur » se mettent en avant souvent. Bien sûr, personne ne nie la terreur, mais souvent ne veulent voir les raisons pour qui l'ont provoquée. Par exemple, « terreur rouge » en Russie était la réponse à « terreur blanche ». En même temps on exagère le nombre de ses victimes.

Néanmoins, en France, la fin du XVIIIe siècle, et en Russie soviétique au début du XXe siècle, toutes les deux dictatures ne se limitaient pas à terreur. La redistribution de la propriété est un élément important des deux dictatures. Et en France et en Russie plus de cent ans après, des mesures d'urgence nécessaires ont été mis en place.

Et les Jacobins et les Bolcheviks au pouvoir construisaient de nouvelles relations, fondaient un nouveau monde, en recherchant de la justice sociale. Il est bien connu ce que les jacobins ont fait à cet égard, étant au pouvoir un peu plus d'un an. Pendant la dictature du

prolétariat en Russie soviétique, a jeté les bases de la construction socialiste future dans tous les domaines: politique, économique, social et culturel.

Alexander Tchoudinov

La révolution de 1917 dans le miroir de la Révolution française (d'après le journalisme bolchevique)

Alexander Tchoudinov est, depuis 1984, directeur de recherches à l'Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences de Russie, de Moscou. Depuis 1999, il est directeur de publication de l'*Annuaire d'études françaises*. Enfin, de 2010 à 2014, il a été directeur du Centre russe-français Marc Bloch (Moscou).

1997, Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences de Russie. Thèse de professorat d'Etat en histoire : "Réflexions des penseurs anglais sur la Révolution française: E. Burke, J. Mackintosh, W. Godwin".

1988, Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences de Russie. Thèse de doctorat en histoire : "Vues sociales et politiques de James Mackintosh et la Révolution française".

1978-1984, Ecole pédagogique supérieure de Moscou, Faculté d'histoire, avec mention excellente, Thèse d'agrégation: "James Mackintosh sur la Révolution française".

Ouvrages et publications

- 1) *Réflexions des penseurs anglais sur la Révolution française: E. Burke, J. Mackintosh, W. Godwin*, Moscou, PIM, 1996, 302 p. (en russe).
- 2) "Les papiers de Gilbert Romme aux archives russes" dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1996. n° 304, pp. 257-265.
- 3) "Les voyages de Gilbert Romme et Pavel Stroganov en Suisse (1786-1788) d'après les archives russes" dans *Les conditions de la vie culturelle et intellectuelle en Suisse romande au temps des Lumières. Annales Benjamin Constant*, vol. 18-19, Lausanne, Institut Benjamin Constant, 1996, pp. 187-194.
- 4) "Russian-Prussian Relations at the Beginning of the French Revolution" dans *Deutsch-russische Beziehungen im 18. Jahrhundert : Kultur, Wissenschaft und Diplomatie*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1997, S. 39-51.
- 5) "Gilbert Romme á propos de l'armée russe au XVIIIème siècle" dans *Cahiers du monde russe*, 1999, n° 4, pp. 723-750.
- 6) "La Révolution française: de l'historiographie soviétique à l'historiographie russe, «changement de jalons» " dans *Les Historiens russes et la Révolution française après le Communism. Étude révolutionnaires*. n° 5, Paris, Société des études robespierristes, 2003, pp. 43-56
- 7) Gilbert Romme. *Correspondance*, édition établie par A.-M. Bourdin, Ph. Bourdin, J. Ehrard, H. Rol-Tanguy et A. Tchoudinov, vol. 1, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2006, t. 1. 1774-1776. 350 p.; t. 2. 1777-1779. 376 p.
- 8) *La Révolution française: histoire et mythes*, Moscou, Nauka, 2007, 310 p. (en russe)
- 9) « Quatre lettres de Gilbert Romme et de Pavel Stroganov écrites de Paris en 1789-1790 » dans *Les Archives de l'Est et la France des Lumières. Guide des archives et inédits*, Sous la dir. de

- G. Dulac et S. Karp, Ferney-Voltaire, 2007, Centre international d'étude du XVIII^e siècle, t. 2. Inédits, pp. 682-695.
- 10) «Le culte russe de la Révolution française» dans *Cahiers du monde russe*, 2008, n° 2-3, pp. 485-498
 - 11) «Les aventures ordinaires et extraordinaires d'un gouverneur français dans la Russie du XVIII^e siècle» dans *Cahiers du monde russe*, 2008, n° 4. p. 585-609
 - 12) «L'image du Français dans le folklore russe» dans *L'Image de l'Étranger*, Paris, Institut d'études slave, 2010, pp. 367-374
 - 13) *Gilbert Romme et Pavel Stroganov: histoire d'une alliance extraordinaire*, Moscou, NLO, 2010, 344 p. (en russe)
 - 14) «Mesnil» dans *Les Français en Russie au siècle des Lumières*, sous dir. de A. Mézin et V. Rjéoutski, Ferney-Voltaire, Centre international d'études du XVIII^e siècle, 2011, t. 2, pp. 595-596
 - 15) «Romme» dans *Les Français en Russie au siècle des Lumières*, sous dir. de A. Mézin et V. Rjéoutski, Ferney-Voltaire, Centre international d'études du XVIII^e siècle, 2011, t. 2. pp. 722-723
 - 16) «Introduction: Pourquoi l'ennemi?» dans *Annales historiques de la Révolution française*, 2012, n 3 (369), pp. 3-4
 - 17) «L'image de l'ennemi dans l'imaginaire collectif du menu peuple russe en 1812» dans *Annales historiques de la Révolution française*, 2012. n 3 (369), pp. 117-126
 - 18) «L'archétype de l'ennemi étranger dans l'imaginaire folklorique de la Russie au début du XIX^e siècle» dans *L'Ennemi en regard(s). Images, usages et interprétations dans l'histoire et la littérature*, Bern, Peter Lang, 2012, pp. 93-111
 - 19) «L'Image de Napoléon dans la culture populaire de la Russie au XIX^e siècle» dans *Revue d'études slaves*, 2012, n 4 (83), pp. 1061-1070
 - 20) «L'image de la guerre de 1812 dans le folklore russe» dans *1812, la campagne de Russie. Histoire et postérités*, Paris, Perrin, 2012. pp. 267-278.
 - 21) *Le Précepteur francophone en Europe (XVII^e-XIX^e siècles)*, sous dir. de V. Rjéoutski et A. Tchoudinov, Paris, L'Harmattan, 2013, 433 p.
 - 22) *Écrire l'histoire par temps de guerre froide : Soviétiques et Français autour de la crise de l'Ancien régime*, sous dir. de S. Aberdam et A. Tchoudinov, Paris, Société des études robespierristes, 2014, 312 p.
- Etc., en tout 344 titres.

Ayant ravi le pouvoir en 1917, les bolcheviks ressentirent urgemment un besoin de légitimation idéologique de leur entreprise. Défait aux élections constituantes du 25 novembre, leur parti ne put se prévaloir de la légitimité populaire. S'étant déclaré en rupture avec « le passé honni », le parti ne fut pas non plus en mesure de mobiliser l'histoire nationale. Il ne fut pas même possible d'en appeler à l'autorité morale des fondateurs du marxisme (comme le faisaient, dans le camp opposé, les mencheviks) car, d'après la théorie de Marx, la Russie, pays au capitalisme médiocrement développé, n'était pas encore prête pour l'expérience socialiste. Il ne leur restait qu'à se référer à la tradition révolutionnaire internationale, d'où le fait que les propagandistes officiels du nouveau régime se soient souvent servis du précédent révolutionnaire français comme d'un moyen de légitimer tel ou

tel aspect de la politique bolchevique. Ainsi, les références à la Révolution française prenaient en Russie soviétique l'importance d'une affaire d'État.

Yannick Bosc

Albert Mathiez, la guerre, la « dictature » et le pouvoir constituant.

Yannick **Bosc**, maître de conférences en histoire moderne à l'Université de Rouen Normandie (GRHis) est notamment l'auteur de *La terre des droits de l'homme*, Kimé, 2016 et, avec Marc Belissa, de *Robespierre, la fabrication d'un mythe*, Ellipses, 2013. Avec Florence Gauthier il a réédité plusieurs ouvrages d'Albert Mathiez, dont un recueil d'articles, *Révolution russe et Révolution française*, Éditions Critiques, 2017.

Entre 1915 et 1921, face à la première Guerre Mondiale et aux Révolutions russes, Mathiez publie de nombreux articles de presse dans lesquels il réfléchit, en tant qu'historien de la Révolution française, aux tensions entre liberté, démocratie et ce qu'il nomme « dictature ». L'expérience du Gouvernement révolutionnaire l'aide à analyser les événements dont il est le contemporain, ces derniers nourrissant en retour sa réflexion sur l'an II et plus largement la Révolution française.

La comparaison que Mathiez propose en 1920 entre les « dictatures » de Robespierre et Lénine est connue. En revanche on ignore généralement que cette réflexion autour de la notion de « dictature » s'inscrit dans une analyse plus générale qui part de l'observation des pratiques gouvernementales de la Troisième République pendant la première guerre mondiale, interroge le républicanisme de la Révolution bolchevique et débouche sur une étude du pouvoir constituant pendant la Révolution française.

Mathiez mesure l'écart entre la guerre telle qu'elle est menée par la IIIe République et la manière dont la Première République y a fait face, la guerre étant dans le premier cas l'affaire du pouvoir exécutif et dans le second celle du pouvoir législatif. Alors qu'il mesure la dimension dictatoriale et non républicaine de la IIIe République, il pense retrouver dans la Russie de Lénine une « dictature » proche de celle de l'an II, liée selon lui aux contraintes qui sont imposées par une guerre révolutionnaire et ayant un horizon démocratique, avant de revoir son jugement. En 1929, dans un article publié par la *Revue historique* – et complété dans *Le Directoire*, ouvrage posthume édité par Jacques Godechot en 1934 – Mathiez caractérise le pouvoir constituant qui se déploie tout au long du processus ouvert en 1789 comme une « dictature », un processus au cours duquel « il fallut user de la force pour accoucher du droit ». La « dictature » ne désigne pas seulement l'an II mais la Révolution française elle-même.

Lorenzo Cuccoli

Gouverner le front : des politiques d'exception ? Les cas des commissaires politiques « extraordinaires » aux armées dans les révolutions française et russe.

Lorenzo Cuccoli, docteur en histoire, est chercheur associé à l'Institut d'Histoire Moderne et Contemporaine et au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen, ainsi que « cultore della materia » en Histoire des institutions politiques à l'Università di Bologna. Il a été post-doctorant au CNRS dans le cadre du projet ANR ACTAPOL pour la confection du *Dictionnaire des Conventionnels*, puis post-doctorant à la RGGU (Russian State University for the Humanities) pour entreprendre un projet de recherche sur la reconstitution de la hiérarchie militaire dans les armées révolutionnaires qui compare les cas de la France (1789-1802) et de la Russie/URSS (1917-1930). Il a été Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Université de Lille 3 pendant l'année 2016-2017.

Principales publications :

Rédaction de 57 fiches biographiques (dont celles de Danton, Billaud-Varenne et Jeanbon Saint-André) dans Michel Biard, Philippe Bourdin et Hervé Leuwers (dir.), *Dictionnaire des Conventionnels*, à paraître.

Article : « Se dire "militaires", "topographes", "ingénieurs" : le parcours de professionnalisation des ingénieurs-géographes (1691 – 1831) », in Bernard Gainot, Benjamin Deruelle (dir.), *Dire et se dire militaire en Occident XVe-XXe : les mots du militaire*, à paraître.

Article (acte de colloque) : « Les traductions des textes techniques destinés aux officiers des armes savantes (France-Italie / Italie-France, 1750-1840) », *Pratiques et enjeux scientifiques, intellectuels et politiques de la traduction (1660-1840)*, ANR Euroscientia, Paris 3-5 décembre 2012, à paraître.

Article : « Le armi dotte e la Rivoluzione francese: riformismo, elitismo, meritocrazia », *Società e Storia*, n° 135, 2012, pp. 41-63.

On examine le rôle joué dans la gestion de la guerre par des personnages munis d'une autorité politique extraordinaire pendant la Révolution française et la révolution bolchévique : d'un côté, les membres du Comité de Salut Public envoyés en mission aux armées entre 1793 et 1795 ; de l'autre, les membres du Comité Central du Parti Communiste agissant comme commissaires au niveau du front ou d'armée (dans le Conseil militaire révolutionnaire - RVS) pendant la guerre civile « russe », et particulièrement de 1918 à 1920.

Malgré les différences entre ceux deux groupes (l'un composé d'élus aux suffrage universel et représentants de la nation, l'autre d'élus dans le cadre d'un congrès de parti), il ne s'agit pas moins de membres de deux organes collégiaux de direction des affaires dans les pays respectifs, issus d'une votation parmi les élus, soit de la plus haute autorité politique révolutionnaire *de facto*.

On analyse la composition de ces groupes (engagement révolutionnaire, part de militaires de profession etc.) et la nature des missions (contrebalancer et surveiller les pouvoirs militaires, soutenir l'effort de guerre, assurer l'intermédiation avec « l'arrière » etc.). On s'interroge donc sur le rôle de ces commissaires en tant qu'intermédiaires entre les autorités centrales (qu'ils incarnaient aussi, mais sur le terrain) et les autorités locales, militaires et civiles, en essayant de dégager les logiques du rapport entre la sphère politique et celle militaire dans un contexte de guerre et de révolution sociale.

On s'interroge ainsi à partir de l'analyse de ces cas pratiques sur l'entreprise de la part des institutions politiques révolutionnaires de gouverner le front : cette entreprise relevait-elle des politiques d'exception, par rapport à la légalité révolutionnaire et/ou à la *praxis* militaire ? En tout cas, il paraît que, passé le moment critique dans les guerres respectives, le retrait de ces puissants commissaires politiques a pavé la voie à la « normalisation » des rapports entre les institutions révolutionnaires civiles et militaires, à l'autonomisation de la sphère militaire, à un processus de recomposition et de relégitimation des hiérarchies militaires, ce qui n'est pas sans rapport avec l'évolution politique des deux régimes.

Laure Després et Serge Aberdam

Le recours à l'analogie dans la détermination des politiques monétaires. Romanovskie, Doumskie, Kerenki et assignats dans la pensée économique de S. A. Fal'kner.

Serge Aberdam, retraité, a fait sa carrière de chercheur au département de sciences sociales de l'Institut national de la recherche agronomique.

Ses publications récentes portent sur la crise finale de la direction robespierriste (Presses universitaires Blaise Pascal 2013), sur les relations contraintes entre les historiens soviétiques et français (SER 2014), sur les conditions de préservation des statistiques révolutionnaires de population (AN - IHRF 2014-2015), sur les enjeux à moyen terme du décompte des votes de l'époque révolutionnaires (PUR 2015), sur la réévaluation des politiques monétaires locales de la révolution (SER 2017) et sur les procédures de sélection qui ont abouti aux actuelles collections d'archives des votes révolutionnaire (Peter Lang 2017). Il est depuis la fin de l'année 2008 secrétaire général de la Société des études robespierristes.

Laure Després est professeure émérite de Sciences Economiques, à l'Université de Nantes. Son Doctorat d'Etat ès Sciences Économiques portait sur le sujet suivant : Fonctions-objectifs et critères d'optimalité en planification dynamique (Université de Rennes, 1975). Elle est aussi l'auteure d'une Thèse Complémentaire ès Sciences Économiques sur le thème « Une théorie soviétique de l'hyperinflation : l'économie d'émission, 1918-1924 » (Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 1980).

Parmi ses principales publications dans le domaine de l'histoire de la pensée économique :

(2007) "La crise monétaire de la première transition russe (1918-1924)", in B. Théret (dir), *La monnaie dévoilée par ses crises. Vol II Crises monétaires en Russie et en Allemagne au XXe siècle*, Editions de l'EHESS, 51-80.

(2000) "Guerre et transition au socialisme, l'analyse du communisme de guerre de L. Kraitsman", in J. Fontanel et L. Bensahel (ed.), *La pensée économique russe et l'intervention de l'Etat dans la vie économique de 1880 à 1921*, Les Cahiers de l'Espace Europe, Université Pierre Mendès France, Grenoble, n°16, November, re-publié in *Pax Economica*, n°4.

(1990) "Des Assignats aux Sovznaks : La théorie de l'économie d'émission de S. A. Fal'kner", in G. Faccarello, Ph. Steiner (dir), *La pensée économique pendant la Révolution Française*, n°13 Juillet-October et Presses Universitaires de Grenoble, 619-639.

(1981) "Théories monétaires et politiques de stabilisation en Russie soviétique (1918-1924)", in Marie Lavigne (coord), *Travail et monnaie en système socialiste*, Economica, Recherches Panthéon- Sorbonne, Université de Paris I, Série : Sciences économiques, études internationales, 113-130.

(1978) "Politique économique et fonction objectif de plan : la notion d'optimalité praticable dans un modèle de planification de l'économie nationale", in Marie Lavigne (coord), *Economie politique de la planification en système socialiste*, Economica, Recherches Panthéon-Sorbonne, Université de Paris I, Série : Sciences économiques, études internationales, 38- 61.

(1977), "Loi de la valeur et fonction objectif de plan dans la pensée économique soviétique", *Cahiers de l'ISMEA, Economie planifiée*, n°34, Juin-Septembre

En 1916, alors que la Russie tsariste entre dans sa troisième année de guerre, le jeune Semen Anissimovitch Fal'kner commence une thèse de sciences économiques sur « *Le papier monnaie de la révolution française (1789-1797)* ». Il réfléchit à partir de ce qu'il a sous les yeux. En 1914 le gouvernement tsariste, qui s'attendait comme tout le monde à une guerre courte, a supprimé la libre convertibilité du rouble en or et choisi de financer la guerre par l'émission de papier monnaie, les *romanovskie*. Le déficit passe de 39 % des revenus de l'État en 1914 à 74 % en 1915, 76 % en 1916 et 82 % en 1917, année qui voit se succéder trois gouvernements « provisoires » qui émettent à leur tour des billets, les *dumskie* et les *kerenki*.

Pendant les sept mois des gouvernements provisoires, le recours à la planche à billets devient le moyen principal de financement de l'État : l'émission monétaire couvre 73% du déficit budgétaire en 1917, contre 25 % l'année précédente. La masse de papier monnaie en circulation double entre mars et novembre 1917, pendant que la hausse des prix passe à 224 %. Fal'kner continue son travail de thèse même si, comme il l'expliquera plus tard, les événements l'interrompent à deux reprises, en février puis en octobre 1917. Après la prise du pouvoir par les bolcheviques, il s'insère dans les organes économiques du nouveau régime, en particulier le « Soviet suprême de l'économie nationale ». De ce fait, il travaille en quelque sorte sur la frontière entre deux expériences monétaires exceptionnelles jusqu'à ce que sa thèse paraisse en 1919 aux éditions dudit Soviet. Par la suite, les analyses qu'il fera de la situation monétaire russe resteront nourries de l'expérience révolutionnaire française.

A la veille de la révolution de février, les ressources budgétaires classiques, impôts et emprunt, étaient encore considérables mais la situation monétaire s'était largement dégradée en 1917, avant même la prise de pouvoir par les bolcheviques. De l'avis général des économistes de toutes nuances, la poursuite de la politique d'émission allait conduire inévitablement à la catastrophe, comme ç'avait été le cas pour les Assignats. Il fallait revenir à une politique financière et budgétaire saine, basée sur les principes traditionnels de l'étalon-or. Les bolcheviks eux-mêmes ne présentaient sur ce point que des idées de la plus parfaite orthodoxie et plusieurs tentatives étatiques de 1918-1919 vont dans ce sens.

Dans leurs conceptions, héritées de la social-démocratie internationale, la Révolution socialiste aurait dû se produire en Angleterre ou en Allemagne, pays riches très avancés sur la voie de l'industrialisation et de la modernité technologique, où la classe ouvrière était bien organisée et politiquement puissante et où la base matérielle du socialisme était assurée. À ce titre, et pour les plus clairvoyant d'entre eux, la Révolution russe constituait une double exception, comme toute révolution d'une part et comme révolution prenant des caractéristiques socialiste dans un pays économiquement et socialement arriéré de l'autre. Cette exceptionnalité théorique, envisagée de façon minoritaire, n'allait pas jusqu'à englober une réflexion monétaire originale. D'où le rôle du travail novateur qui nous intéresse

S'opposant à l'opinion commune, S A Fal'kner va s'appuyer sur l'évènement même qu'invoquent ses adversaires et qui revient comme un leitmotiv dans la littérature spécialisée de l'époque : l'expérience des Assignats. Il ne se contente pas de souligner le caractère pour ainsi dire banal, en période révolutionnaire, d'un système d'économie d'émission. Il prétend même apporter la preuve que ce système n'est pas dangereux, qu'il produit certes des effets négatifs, en particulier des effets redistributifs tels que les "groupes faibles" de la population vont voir leur revenu réel se réduire si on ne prend pas les mesures adéquates, mais qu'il ne peut en aucun cas conduire automatiquement à une catastrophe, à un krach monétaire. C'est ainsi que les prix maximum, couplés avec un système de rationnement, ont permis avant Thermidor de maintenir le niveau de vie des citoyens. Il souligne que la quantité de roubles-papier émise depuis 1914 est incomparablement supérieure à la quantité d'Assignats mis en circulation de 1790 à 1794, et que pourtant le krach n'a toujours pas eu lieu. Ceci prouve que ce n'est pas la quantité de papier monnaie émise qui importe réellement.

L'extension de la guerre civile en juin 1918 et les interventions étrangères ayant rendu totalement utopique toute tentative de remise en ordre monétaire et financière, l'État bolchevique continue de se financer par la création monétaire. Pendant la période du communisme de guerre, la masse monétaire en circulation augmente vertigineusement, multipliée par cent du 1er novembre 1917 au 1er juillet 1921, mais les prix eux sont multipliés par 8000 pendant ces quarante-quatre mois. Les spécialistes assistent épouvantés à l'effondrement du rouble et prédisent tous un krach financier imminent et dévastateur entraînant avec lui la jeune république des Soviets.

Toujours en s'appuyant sur l'assignat, Fal'kner explique, lui, que cette émission monétaire n'est pas un simple expédient temporaire, ou une manifestation pathologique du désordre, mais une arme à la disposition du gouvernement révolutionnaire, possédant ses lois d'évolution propres et susceptible d'être maîtrisée et utilisée, pour peu que l'on en ait analysé correctement le fonctionnement. De fait, cet outil va contribuer à ce que le pouvoir soviétique survive aux guerres civiles et étrangères et parvienne à se financer encore dans les débuts de la « Nouvelle politique économique », une période de normalisation provisoire de la situation politique, économique et sociale en Russie, avant la nouvelle ère de catastrophes qu'inaugura la collectivisation forcée de l'agriculture.

Le cas concret de l'émission de papier monnaie dans la jeune URSS montre comment l'analogie avec la Révolution française contribua à faire penser une politique monétaire exceptionnelle, mais aussi plus généralement à la mettre en pratique, en rendant cette situation exceptionnelle relativement durable.

Sergey Minakov

« Syndrome de Bonaparte » et « métaphysique » de la Révolution russe 1917-1937

Sergey T Minakov, docteur en sciences historiques, professeur, est titulaire de la chaire d'histoire de la Russie Orlovsky de l'université publique. I.S. Tourgueniev» à partir de 1987, à l'heure actuelle, le doyen de la faculté historique 1996 – 2012, l'Auteur de plus de 300 publications, dont 16 monographies. Y compris:

- Soviétique l'élite militaire des années 20. (La composition, l'évolution, социокультур- les caractéristiques et le rôle politique). Orel, Орелиздат, 2000. – 560 p.
- Staline et son maréchal. Moscou, Yaouza, 2004. – 640 p.
- Staline et le complot des généraux. Moscou, Yaouza, 2005. – 720 p.
- L'élite militaire des années 20 et 30 XXвека. Moscou, Russkoe slovo, 2006. – 504 p.
- La russie et Napoléon. Orel, Collective de l'université, 2010. – 168 p.
- Gardes le capitaine Тухачевский. Orel, Orlovsky université, 2012. – 202 p.
- Большевизм et le pouvoir soviétique dans le public des ménages, l'opinion 1918 – 1920, //Les notes Orlovsky de l'université d'etat. Orel, 2012, n ° 6. 0,5 p. I.
- 1937: le Complot a été. Moscou, Yaouza, 2012. - 323 p.
- «Napoléon» de la province d'Orel (sous-lieutenant Тухачевский de 1914// la Première guerre mondiale et la fédération de la province. Les matériaux de la conférence scientifique internationale, Orel, le 29 avril 1914 – P. 43-57.
- Le complot des «rouges maréchaux». Тухачевский contre Staline. Moscou, L'Algorithme 2016. – 528 p.
- Révolution de russie de 1917, dans le contexte de «l'archétype révolutionnaire » //Actes de la conférence Internationale «le Grand Octobre: le regard d'un siècle plus tard». Orel, le 23 avril 2017, – P. 93-106.

Presque personne toujours plus proche Marx et les marxistes ont examiné l'essence de la Révolution, considérant la force motrice de l'histoire du monde. Sans discuter incontestabilité cette thèse, je crois que, en dehors de la Révolution française « classique », Marx exprime la logique historique de ses étapes de base dans la formule suivante: « Napoléon était la personnification du dernier acte de la lutte du terrorisme révolutionnaire contre la même révolution de proclamation-shennogo de la société bourgeoise et ses politiques ... Il a terminé terrorisme, de mettre en place la révolution permanente guerre permanente ».

La nature et le cours de la Révolution russe, causée par des caractéristiques géopolitiques et géodémographiques de la Russie, différent du « archétype de la révolution » pieds formé « modèle français ». Révolution russe est née de la Première Guerre mondiale. Médias son énergie révolutionnaire montait contre la guerre de 10-millions « une personne avec une arme à feu » (“tchelovek s ruogom”) habitué et utilisé pour résoudre leurs problèmes d'armes. Après avoir quitté des tranchées de Première Guerre mondiale, il se trouvait dans les domaines de la « guerre révolutionnaire » civile, dans les armées « blanches », « rouges », et de nombreux détachements « guérilla » criminels-politiques. Ce fut la « guerre permanente », dont la révolution russe était à la « terreur permanente. » « Bonapartes » (comme le résume les « généraux révolutionnaires » français Suvorov) et devrait Toukhatchevski-« napoléon » de la révolution russe a été dominée dans sa première, et Staline dans la dernière période. Épuisement du pouvoir social et politique « guerre révolutionnaire », a conduit à un changement de « guerre permanente » à « la terreur permanente », a transformé en une masse en 1936 - 1938 ans. Dans la terreur accompagnant la « guerre révolutionnaire » (que partiellement courir « rouge » et « blanc »), portée subordonné et est due à une grande-tion moins conscience de contrainte psycho-mentale 10 millions des anciens combattants échouée dans les armées « rouges », « blanches » et de nombreux « guérilla ». « La terreur d'après-guerre » par les milieu des années 30-s ans a acquis le caractère d'une manière fondamentale pour atteindre des objectifs politiques nationaux - dans la lutte pour le pouvoir, en fait, entre le « napoléon »-Toukhatchevski et Staline, entre « bonapartisme, qui est née de la révolution translationnelle guerre» (formule de Trotsky), et espresso ennoy système parti d'Etat Staline après. « Grande Terreur de 1937 » (la seconde moitié des années 30-s.), mise principalement contre les « dirigeants de la révolution », un large éventail de citoyens de l'URSS, sont directement ou indirectement liés à eux, ou sont soupçonnés de ces connexions. Il a terminé la révolution russe de ses chiffres de destruction physique.

Tamara Gella

1917, l'année de révolution en Russie : regard à travers les siècles.

Tamara Gella : Professor, PhD in History, Head of Universal History Department, Dean of Historical Faculty of Orel State University named by I.S.Turgenev. The scientific interests are: The History of the Western counties in the 19th - early 20th centuries. Other directions of scientific research are social and cultural perception of one nation by others, European and Russian identity.

Publications: There are more than 150 publications, five books.

Conferences: The participation in the International conferences on Universal History and International Relations in Germany, Ireland, Island, Romania, France, Great Britain, Sweden, Italy, Slovenia, Portugal, Slovakia, Spain.

The report is devoted to the analysis of modern Russian historiography of the 1917 revolution.

Speaking about the problematic question *"How many revolutions were there in 1917?"* the vast majority of historians are now inclined to think that there was one revolution in 1917.

At the present stage the priority has been given to the themes that were not studied at all or were studied not enough: "Nicholas (Nikolai) II and the Royal family", "Anti-Bolshevik movement", "G.E. Rasputin", "Masons", "Life, culture, identity, mentality of the population". In the section "Political parties and the movement" the main attention is paid to the non-Bolshevik parties' participation in the revolution.

The analysis of the modern domestic historiography of the Russian revolution of 1917 leads to the conclusion that it was the same "change of milestones" as in the modern domestic historiography of the French revolution. If in Soviet times, both revolutions were studied primarily "bottom" and "left", now they are studied "top" and "right".

At the present stage Russian historians generally focus on the economic and social contradictions on the eve of 1917. Particular attention is given to the First World War. According to modern researchers, it was the military defeat that caused economic and political crisis which resulted in discontent of the masses. Among the reasons for the 1917 February a number of historians also refer to the weakness of the government at the last of the Romanovs, the national legal question and the transformation of the monetary and financial system of the Russian state in 1914-1917. Some researchers believe that the discourse about the crisis of late Imperial Russia does not correspond to historical reality. Other scholars propose to approach the study of the 1917 Revolution considering culturological positions.

Thus, there are no common approaches to assessing the causes, nature, the values of the 1917 Revolution, and it is not surprising, since the revolutionary situation in Russia in 1917 was caused by a complex of reasons of the internal and external political and socio-economic nature.

The report also provides a comparative analysis of the revolutionary traditions of the French revolution of the 18th century and the Russian revolutions of 1917, particularly the issues of the "saving" or "devastating" terror and the "progressive" or "criminal" dictatorship of the victorious party.

In particular, in the Soviet historiography of the 1930s in the period of the strengthening of the Stalinist repressive policy, the propaganda of revolutionary violence in the French Revolution became an apotheosis. For example, the authors of the collective work of 1941 on the revolution perceived terror as a historical reality and evaluated it as a "revolutionary necessity." Researchers of the 1930s took the *terreur* as part of the revolution – and only together with it, and they considered the revolution a necessary form of historical progress. In subsequent periods, the evaluation of the policy of terror in the French and Russian revolutions is more critical. At the present stage, interesting statistical comparisons of the figures of the victims of terror in the period of the French Revolution, the Civil War in the United States and the Russian Revolution of 1917 are being conducted in Russian historical and journalistic literature. Thus, according to S.E. Kurganyan, taking into account the population of France in 1790 at the level of 27.3 million people, the approximate number of victims of the French Revolution was 2.6%. Regarding the Civil Wars in the US, he believes that with a population of 31.4 million people in 1860, the number of victims in the war was 620 thousand people, i.e. not more than 2%. As for Russia, for the period from 1917 to 1922, about 2.5 million people were killed and died of wounds from all sides of the conflict, about 2 million people died as a result of terror on both sides. Taking into consideration the population of Russia in 1914 – 175.1 million people (without Finland), the ratio of those killed in the Civil War to the population is 2.6%. However, the author admits this comparison is rather arbitrary, but at the same time he concludes that it is very difficult to talk about any particular bloody Russian Revolution in comparison with the events mentioned above.

Serge Wolikow

Serge Wolikow : Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne, a dirigé la Maison des Sciences de l'homme de Dijon et le réseau national des MSH. Il est actuellement en charge des plate formes technologiques de ce réseau et en coordonne un autre sur les archives numériques du monde contemporain (ArcMC).

Parmi ses ouvrages publiés ces dernières années des ouvrages consacrés à l'histoire du mouvement ouvrier et du mouvement communiste.

- L'Internationale communiste (1919-1943).Le komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution. Ed Atelier, 2010
- 1936. Le monde du front populaire. Ed du Cherche Midi, 2016